

<http://divergences.be/spip.php?article2485>



Human Rights Watch réclame que George W. Bush soit traduit en justice

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - NÂ° 27. Septembre 2011 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : vendredi 2 septembre 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le nouveau rapport de l'ONG étatsunienne Human Rights Watch dénonce les exactions commises par l'administration de l'ancien président George W. Bush et appelle Obama à ouvrir une "enquête criminelle" contre l'ancien président étatsunien et plusieurs de ses ex-collaborateurs.

« George Tenet a demandé s'il avait la permission de recourir à des méthodes d'interrogations avancées, comme le « waterboarding » [simulacre de noyade]. Évidemment, lui ai-je répondu ».

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L350xH200/012072011080931000000bushtortureok-12d25.jpg>

C'est avec cette citation extraite des mémoires de George W. Bush que débute le dernier rapport de l'ONG étatsunienne, Human Right Watch (HWR), publié sous le titre : *Torture et impunité : l'administration Bush et les mauvais traitements infligés aux détenus*.

Le rapport de 107 pages [1] fait état de plusieurs cas de tortures commis par des agents de la CIA sous l'administration de l'ancien président étatsunien. Dans un souci de crédibilité, l'organisation donne le nom de plusieurs détenus. Mais elle s'attarde sur le cas de Zayn el-Abidin Muhammad Husayn, plus connu sous le nom d'Abu Zubaydah.

Le cas Abu Zubaydah

Car c'est pour ce dernier qu'a été conçu le « programme d'interrogation de la CIA ». L'Agence de renseignement pensait que ce dirigeant d'Al-Qaïda détenait des informations importantes. Les différents services législatifs de l'administration étatsunienne se sont donc attachés à légaliser l'utilisation de certaines « méthodes d'interrogation alternatives » sensées faciliter l'obtention de réponses de la part du détenu.

Une directive signée par l'ancien président aurait ainsi autorisé la CIA à « tuer, arrêter, maintenir en détention tout individu suspecté d'avoir des liens avec Al-Qaïda ». HRW souligne également l'existence de programmes de détention qui permettaient le transfert des suspects en Égypte et en Jordanie, notamment, où ils étaient « pris en charge » par les forces de sécurité locale. Sont aussi dénoncés l'existence de centres de détention secrets, où les prisonniers étaient maintenus en cellules de confinement et privés de tout contact avec le monde extérieur, sans savoir pourquoi ils étaient arrêtés.

« Les abus systématiques (...) ont résulté de décisions prises par des hauts fonctionnaires étatsuniens qui ont choisi de redéfinir, contourner ou ignorer les règles en vigueur », explique Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch.

[2]

George W. Bush indexé

Le rapport détaille les responsabilités des différents hommes politiques impliqués dans la mise en place de politiques de torture. Principaux visés : l'ex-président étatsunien George W. Bush et son ancien vice-président Dick Cheney (qui a publiquement préconisé l'emploi de la torture), l'ex-secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld et l'ancien

Human Rights Watch réclame que George W. Bush soit traduit en justice

directeur de la CIA George Tenet, dont les médecins perfectionnaient les méthodes illégales d'interrogatoires. L'ONG appelle à l'ouverture d'une enquête criminelle contre ces personnes et à la création d'une commission indépendante chargée de les auditionner, tout comme elle préconise le dédommagement des victimes.

George W. Bush est dans une situation particulière, car il a publiquement reconnu avoir approuvé le recours au « waterboarding ». Et il est également accusé par les auteurs du rapport d'avoir autorisé les programmes de détention secrète et de transfèrement par la CIA, de prisonniers à d'autres autorités moins regardantes sur les droits humains, explique le communiqué de HRW.

Pour le porte-parole de Human Rights Watch, Reed Brody, l'administration d'Obama a une obligation légale d'enquêter sur ces crimes. Mais si la justice étatsunienne ne le fait pas, il faut que « les autres pays (...) organisent eux-mêmes des enquêtes en vertu de leurs compétences universelles ». À l'instar de ces juges indépendants espagnols qui, en 2002, avaient lancé des procédures judiciaires concernant les pratiques illégales ayant cours à Guantanamo et « d'autres crimes commis pendant la période Bush ».

Post-scriptum :

Source *Jeune Afrique*, 12 juillet 2011.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110712074053/#ixzz1Rt3PANbl>

[1] <http://www.hrw.org/node/100263>

[2] Voir l'interview vidéo de Reed Brody, porte-parole de HRW : "Nous avons des preuves accablantes pour ouvrir une enquête criminelle"
<http://www.jeuneafrique.com/videos/190/reed-brody-nous-avons-des-preuves-accablantes-pour-ouvrir-une-enquete-criminelle.html>